

L'INFO
DU JOUR

Le personnel des Éditions de L'Avenir ne reconnaît plus son directeur des rédactions

« Les travailleurs sont à bout de nerfs »

L'impréparation de la direction étonne les syndicats. Ils exigent des réponses. Rapides, car il ne reste que très peu de temps.

● La RÉDACTION

« **M**on sentiment, à l'issue de ce conseil d'entreprise, c'est d'être extrêmement étonné : la direction veut aller très vite mais elle ne donne les informations qu'au compte-gouttes », explique Philippe Gerday, délégué du Setca.

Un sentiment partagé par son homologue de la CNE, Dominique Collin. « Je suis un peu déçue parce qu'on pensait avoir plus d'informations concrètes sur la réorganisation, sur les conditions de départ. Ça reste quand même très flou alors que je pensais que nos demandes étaient plus claires que ça. »

Une impression de perte de temps alors que le temps presse, selon le Setca. « L'accord d'entreprise doit être signé avant fin d'an-

née, ce 31 décembre 2018, pour encore bénéficier de mesures de RCC à 56 ans. Mais quand on demande les chiffres pour relancer l'activité, on nous répond d'attendre. Je ne peux imaginer qu'un plan ait été préparé sans enveloppe. Le personnel est anxieux. Il voudrait savoir dans quel jeu on joue. »

La déléguée CNE souhaite aussi accélérer les négociations. « Le fait qu'ils veuillent aller vite n'est pas une mauvaise chose car les travailleurs sont déjà à bout de nerfs et on ne va pas les user un an à discuter sur la manière dont ça va se faire. »

Mais Dominique Collin n'entend pas pour autant brader les conditions de départ. « S'ils veulent avancer vite, ils doivent venir avec des choses qui nous donnent envie d'avancer vite et qui donnent envie aux gens qui seraient visés de signer à deux mains. On ne veut pas leur mettre de bâtons dans les roues. Mais si on se rend compte qu'ils essaient de nous faire des entourloupes, on n'a pas de notre côté d'obligation d'atterrir fin décembre. »

« Un marathon syndical »

C'est que le plan social est dans l'air depuis deux ans aux EDA. Certains redoutent donc une stratégie de pourrissement de la part de Nethys.

« Personnellement, je ne sais pas répondre, avoue Philippe Gerday. On peut dire que c'est mal préparé, calculé, de l'incompétence ou que Nethys ne sait pas quel montant va être consacré au plan. On peut même imaginer qu'ils vont casser leur tirelire et venir pour la Saint-Nicolas avec une sacrée enveloppe. Tout est imaginable à ce stade, mais cela reste inquiétant. Qu'est-ce qui va venir à la prochaine étape, le 5 novembre ? »

Cette inquiétude était palpable, hier, au sein des employés de L'Avenir, dont une partie réclame des actions plus dures. « Dans la mesure où le législateur nous oblige à avoir une période d'information et de consultation, c'est extrêmement difficile de s'asseoir autour de la table en menant des actions dures, justifie le délégué Setca. Je ne suis pas sûr que c'est le meilleur moment. La procédure Renault, ce n'est pas un sprint syndical, c'est un marathon. Il sera toujours temps de faire des actions dures s'ils viennent avec des propositions chiffrées inacceptables. »

Même son de cloche à la CNE où l'on attend du concret pour la prochaine réunion. « S'ils ne répondent pas à nos questions de manière claire, on pourra en déduire qu'il y a une incohérence. Tant pis pour eux... » ■

Assemblée du personnel des Éditions de L'Avenir hier après-midi.

Ce dernier a voté à l'unanimité un avis pour ne plus reconnaître l'autorité du directeur des rédactions.

● La RÉDACTION

Trois jours après l'annonce par la direction du groupe de se séparer de 60 équivalents temps plein (ETP) sur 250, un nouveau conseil d'entreprise s'est tenu ce vendredi au siège central des Éditions de L'Avenir, à Bouge. Les représentants du personnel déplorent le flou qui persiste autour de ce plan (lire ci-contre).

Il y a été confirmé que ces 60 ETP correspondaient à environ 70 per-

sonnes sur 280 employés, soit un quart du personnel. On savait que les services commerciaux et rédactionnels seraient les plus touchés. Cela s'est confirmé. Il est question de supprimer 36 ETP sur 156 dans les rédactions, 20 ETP sur 60 dans les services commerciaux et 4 ETP sur 33 dans les services supports.

Les premiers départs sont souhaités pour décembre. Ce « projet de transformation » annoncé mardi par l'administrateur-délégué Jos Donvil s'inscrit dans le cadre d'une procédure Renault. Les différents intervenants sont dans la phase d'information/consultation, dont la durée n'est pas fixée.

« Un projet rédactionnel indigent »

Le préavis de grève, approuvé mardi en assemblée, n'a pas encore été déposé et ne le sera pas avant le 5 novembre, date du prochain conseil d'entreprise.

L'assemblée du personnel s'est par ailleurs positionnée au sujet de Philippe Lawson. Nommé di-

recteur des rédactions fin juin par la direction de Nethys, l'ancien journaliste de *La Libre Belgique* et de *L'Écho* n'est plus reconnu dans ses fonctions « comme interlocuteur pertinent dans le cadre de son travail quotidien » ni « dans le cadre des négociations en cours sur le plan social et la réorganisation des rédactions, ainsi que dans le cadre des choix techniques à opérer ». Cela a été voté à l'unanimité moins deux abstentions (lire ci-contre).

Il lui a été reproché d'avoir présenté « un projet rédactionnel indigent » fin août, de présenter « un plan de redéploiement incomplet », d'effectuer « des pressions quotidiennes sur les journalistes », de « jouer au rédacteur en chef sans l'être ».

Enfin, le personnel a envoyé une missive à l'administrateur-délégué pour lui rappeler les risques de passer à un format berlinois plus grand que l'actuel, alors que les lecteurs préfèrent le demi-berlinois. ■

Le communiqué du personnel

Voici le communiqué signé par l'ensemble du personnel des Éditions de L'Avenir, hier, au final de l'assemblée générale :

« Réuni en assemblée générale ce vendredi 26 octobre, le personnel des Éditions de L'Avenir, toutes catégories confondues, a décidé à l'unanimité (moins deux abstentions) :

1. De ne plus considérer le directeur des rédactions, Philippe Lawson, comme interlocuteur pertinent dans le cadre de son travail quotidien. Cela signifie, spécialement pour les journalistes, que ces derniers ne reconnaissent plus son autorité en tant que manager de la rédaction ni son rôle éditorial.

2. De ne plus considérer le même directeur des rédactions, comme interlocuteur pertinent dans le cadre des négociations en cours sur le plan social et la réorganisation des rédactions, ainsi que dans le cadre des choix techniques à opérer.

3. Le personnel demande instamment au

management exécutif de l'entreprise, de désigner comme interlocuteurs premiers et pertinents dans tous ces domaines, les deux rédacteurs en chef adjoints actuellement membres du Management Team, Vincent Étienne et Olivier Deheneffe.

Par ailleurs, à la suite de l'annonce faite lors d'un récent Conseil d'Entreprise par le CEO Jos Donvil, le personnel des EDA demande que soit rapidement lancé un appel à candidatures pour la désignation d'un rédacteur en chef, en interne. En excluant de parachuter sans concertation un rédacteur en chef ou un directeur des rédactions, comme ce fut le cas précédemment, avec les résultats que l'on sait.

Les explications d'une telle position tiennent dans son caractère quasiment unanime, après de nombreux signaux d'alarme lancés par les journalistes de *L'Avenir*, depuis 4 mois, et l'arrivée de M. Lawson. Il apparaît impossible de relever les grands défis qui nous attendent, sous la direction d'un manager à ce point défaillant. »

Yves Berlize : « Philippe Lawson restera »

Pour Yves Berlize, directeur général, le plan présenté hier aux syndicats était déjà détaillé. Quant au directeur des rédactions, il restera.

Yves Berlize, vous êtes directeur général des Éditions de L'Avenir. À l'issue du conseil d'entreprise d'hier, les syndicats ont déploré un manque d'information, de chiffres, de ventilation des ETP perdus. Idem, aussi, sur le 1^{er} aperçu du plan de relance...

Pour moi, le conseil d'entreprise était bon. Nous avons expliqué nos intentions tant au niveau commercial que rédactionnel. Nous avons aussi précisé la nécessité économique, en détaillant les tendances du marché de la pub et des lecteurs. Nous avons enfin montré un plan de relance, les nouveaux flux opérationnels. Nous sommes déjà allés très loin dans les explications.

Vous souhaitez boucler le dossier des départs à la prépension à 56 ans pour le 31 décembre. Or, les syndicats parlent d'impréparation... Je reconnais qu'on veut aller vite, c'est dans l'intérêt de tous. La prochaine réunion, nous irons encore plus en profondeur, tant au niveau chiffres que processus. Mais nous vou-

lons aussi permettre aux membres du conseil d'entreprise de poser des questions, comme c'est prévu dans la phase d'information-consultation. Ça prend un peu de temps.

Comment expliquez-vous cette différence de perception entre syndicats et direction à la sortie de ce conseil ?

C'est très difficile à expliquer. Prenons par exemple la présentation sur le secteur commercial : elle faisait 50 pages, ce qui est tout de même représentatif. Je pense que c'est dû au fait que les attentes étaient déjà fortes pour connaître les personnes touchées. Mais c'est trop tôt.

L'assemblée générale a désavoué Philippe Lawson, le directeur des rédactions. Elle ne reconnaît plus son autorité. Qu'allez-vous faire ?

Le plan sera mis en œuvre par le management prévu. Celui-ci est en place dans le cadre du fonctionnement normal d'une entreprise, voulu par des actionnaires et des administrateurs qui mettent une stratégie en œuvre.

L'assemblée générale veut que ce soit les rédacteurs en chef adjoints qui deviennent les personnes de référence de la rédaction...

Je reste sur mon point de vue. Il y a un management en place, solidaire, dont un directeur des rédactions et deux rédacteurs en chef adjoints.

Plus de cent personnes

refusent. Ce n'est pas banal. Vous êtes face à un sérieux problème...

Un plan pareil crée beaucoup d'émotion, qui fait qu'on se focalise sur une personne. Mais je répète qu'il y a un management en place et que c'est avec celui-là qu'on va exécuter le plan, avec le conseil d'entreprise.

Sur l'imprimerie... Pourquoi ce choix surprise du format berlinois ?

C'est un format qui est standardisé sur le marché belge, qui répond aux exigences des annonceurs nationaux et régionaux, et c'est aussi un format qui va nous permettre de valoriser le layout et les illustrations. On va se faire assister par un studio graphique, et une communication vers nos lecteurs est prévue. On basculera d'abord sur le nouveau format, puis, plus tard, sur le nouveau layout.

Les lecteurs, justement, préféraient le petit format, le demi-berlinois. Que leur dites-vous ?

Ce n'est pas un non-respect. Nous avons pris en compte leurs besoins, mais aussi celui des annonceurs. La combinaison des deux nous a poussés dans un certain choix. On sait aussi que nos lecteurs attachent plus d'importance à l'ancrage régional. C'est ça aussi qui ressort de nos enquêtes. ■

Alain ORTS

« Je ne vais pas reprendre les très justes arguments de vos lecteurs repris dans vos éditions précédentes. Je veux insister sur le fait que Nethys n'a rien mis en œuvre pour redresser la situation financière des Éditions de L'Avenir depuis qu'elle en a le contrôle, et que du jour au lendemain elle jette le bébé avec l'eau du bain. C'est LA solution, dont nous avons connu que trop souvent le dénouement douloureux. Passer au format berlinois est à mon avis une catastrophe. La part de vos lecteurs ruraux est très importante et comprend

beaucoup de navetteurs en bus et en train. Je vois mal le voyageur ouvrir son journal format berlinois sur les genoux de ses voisins et dans la figure de ceux d'en face. Le confort d'un petit format est indiscutable en toutes conditions.

S'il faut absolument passer par les rotatives du groupe Rossel, il convient alors de choisir le format demi-berlinois qui, je pense, demandera aussi moins de travail d'adaptation pour la mise en page. Nous voulons sauver notre journal et sommes là derrière vous pour vous soutenir. »

« Comment déplier ce journal dans les transports en commun sans gêner son voisin ? Ce format plus encombrant va déborder des boîtes et subir les intempéries ! Plus de papier, plus d'encre, plus volumineux pour le transport, la distribution et j'en passe ! Bref l'échec avant le lancement. »

Émile DELBRUYÈRE

Jacky ADAM

« De tout mon cœur, je suis de votre côté, partagé entre lutte, dégoût, espoir...

Je n'ai jamais rien compris aux rouages et aux roueries de l'argent, mais j'ai toujours combattu les menteurs, les corrompus, les imbus. J'ai 73 ans. Mais des

noms me donnent la nausée : Nethys – Publifin et même VOO qui a tenté de tricher chez moi voici quelques années.

L'Avenir mérite d'exister avec des journalistes et correspondants respectueux.

Je pense à Vous, à votre travail, à vos engagements. Courage ! »

« Mon épouse et moi nous associons et marquons notre sympathie à toute l'équipe ! La presse doit rester pluridisciplinaire, indépendante, l'amputer revient à réduire à la fois l'information et l'objectivité médiatique comme on le voit dans la plupart des pays totalitaires. Danger de dérives, monopole et désinformation ! Petit à petit atteinte à la démocratie ! »

Bernard TOUSSAINT

« Le format du journal va s'agrandir de 33 %, le personnel sera réduit de 25 %, les administrateurs aussi ? » André LAMBIN

Astrid NOSSENT

« 25 % des travailleurs de L'Avenir vont recevoir un coup de pied au derrière ! Quelle tristesse ! On explique cela par l'inertie de l'actionnaire, c'est-à-dire Nethys. Il faut bien reconnaître que L'Avenir a entamé sa dégringolade à partir de son rachat par ledit actionnaire. Mais quelle volonté se cache derrière ce fiasco ? Pourquoi,

sitôt arrivé, l'actionnaire a-t-il remplacé le CEO Quentin Gemoets ? Pourquoi, plus récemment, a-t-il remplacé le rédacteur en chef, Thierry Dupiereux, qui voulait préserver l'indépendance du journal, par un directeur de rédaction qui était tout dévoué à cet actionnaire ? Quand on lit que J.C. Marcourt (PS) ose parler de "Nethys Bashing", il est permis de se demander si certains

membres du PS Liégeois n'ont pas tiré sur certaines ficelles pour en arriver là...

Il y a sans doute au sein de cette régionale de vrais socialistes qui ne veulent laisser personne au bord du chemin. Mais il y en a d'autres qui n'ont de socialiste que le nom et qui utilisent ce parti à des fins personnelles, très éloignées de l'idéal dont ils se revendiquent. »

Baudouin LÉNELLE

« Les sentiments s'entremêlent ; les émotions remontent à la surface avec une vigueur inouïe. Le fait de détenir du capital ne devrait pas permettre d'exercer une telle violence sociale. J'ai grandi dans votre entreprise, j'y ai connu les quinze premières et donc forcément les plus belles années de ma vie professionnelle, celles où tous les rêves sont permis, où naissent et se développent des amitiés forgées pour toujours. Votre combat pour l'indépendance rédactionnelle est beau. Il vaut la peine d'être mené avec force et vigueur. »

Daniel PILETTE

« Je me permets donc d'inviter les "patrons" à considérer à sa juste valeur le creuset humain et intellectuel de L'Avenir et à intégrer que son ancrage profond dans le terroir et le quotidien des gens, dans le tissu économique et associatif des régions est une incontournable réalité. Longue à construire. Si facile à jeter.

Oui, L'Avenir est connu et reconnu dans toutes les strates de nos régions parce qu'il a pu y tisser des relations inscrites dans la durée, la rigueur, la bienveillance, le respect, la proximité.

Cette continuité n'a été possible qu'à travers la perpétuation de l'esprit de nos quotidiens.

Car, rester attaché à un journal pendant plusieurs décennies n'est possible que si les directeurs, rédacteurs en chef, chefs d'édition marchent vers l'avenir et perpétuent l'esprit du journal. Tous l'ont fait jusqu'à présent.

Être directeur, c'est montrer la direction, autrement écrit, donner le SENS ; être chef (du latin caput), c'est être la "tête de" avec toutes les connotations réflexives et analytiques du terme.

Puissent donc nos "nouveaux" directeurs/chefs intégrer la puissance de ce proverbe amérindien : "On ne prend conscience de la grandeur de l'arbre que lorsqu'on l'a abattu"... Puissent-ils avoir suffisamment de "chef" pour le comprendre dès aujourd'hui. »

Mariane HALLEUX

« Aujourd'hui, nous devons faire preuve de créativité pour permettre à la vie de continuer... Pour le pain et les soins pour chacun, pour une dignité

dans le travail et ailleurs pour garder la liberté d'opinion qui garantit toutes nos libertés. L'expression pluraliste de la presse est indispensable pour notre liberté ! Bon courage à tous. »

Françoise LEROY

« J'ai 70 ans. J'ai toujours connu votre journal à la maison. Je n'imagine pas ne pas avoir ce quotidien.

Aussi bien dans les infos nationales et internationales de L'Avenir, que dans les nouvelles régionales du Courrier de l'Escaut, je trouve beaucoup de rubriques intéressantes.

Même si je lis certaines nouvelles sur mon ordinateur, j'aime le contact du papier (le format actuel est très bien !)

Espérons que les "politiques" trouvent le moyen de sauver ce journal auquel beaucoup de gens sont attachés. »

Émile POCHET

« N'étant pas un grand orateur, je voulais tout simplement et avec mes mots vous apporter tout mon soutien dans cette épreuve qu'aucun lecteur ne comprend. Décision prise afin de faire des économies pour rendre certains riches encore plus riches ? J'espère de tout cœur que nos décideurs politiques vont enfin se réveiller afin de calmer cette tempête qui secoue votre monde journalistique. Étant un habitué et fidèle de cette rubrique je me devais de vous apporter mon soutien. Courage à vous dans cette épreuve. »

Bernard BILLO

*« Un format adapté
Des articles de qualité
Un journal de proximité
La parole du lecteur respectée*

*Le personnel est menacé
Par des actionnaires insensés*

*Le fric est la priorité
C'est bien cela la vérité
Se battre pour la libre-pensée*

*Avec vos fidèles abonnés
Complètement choqués
Prêts à coopérer »*